

clair que la première chose à faire pour qui veut, descendre en bataille, c'est de connaître les forces dont il peut disposer. »

M. Calamandrei répondit. Il expliqua en substance qu'il était inutile d'envisager la question des effectifs avant d'avoir concerté les conditions de l'accord. Trois points de vue sont à distinguer : « Au point de vue religieux, les radicaux ne peuvent rêver une formule plus splendide que celle proposée par la *Corrispondenza Verde* et acceptée par l'*Unità cattolica* : il n'est nécessaire, ni que les catholiques deviennent libres penseurs, ni que les radicaux aillent à la messe ; cette formule épuise le sujet. Au point de vue économique, je crois avoir prouvé que radicaux et catholiques ont les mêmes intentions ; et l'*Unità cattolica*, dans un compte-rendu de mon livre, acceptait ma démonstration sans réserves. » Au point de vue politique, enfin, M. Calamandrei concevait une république italienne fédérative, « où seraient consacrées la liberté et l'indépendance de cette autorité qui seule est restée intacte dans la gangrène morale de l'époque actuelle... Que l'*Unità cattolica* mette les points sur les *i* ; qu'elle dise, par façon d'hypothèses purement abstraites, quelles pourraient être, d'après les catholiques, les grandes lignes d'une république fédérale sous le ciel italien ; qu'elle le dise, et nous donnerons notre réponse. Ainsi sera défaite, peut-être, la séduisante perspective d'une alliance entre radicaux et catholiques ; mais je crois plus probable que, du premier coup, nous nous entendrons. »

Un « signe des temps » : c'est ainsi que l'*Unità cattolica* qualifia la lettre du professeur Calamandrei. « Il y a dix ans, continua-t-elle, un pareil document aurait paru impossible *a priori*, absurde *a posteriori* ; aujourd'hui, il ne scandalisera ni ne surprendra personne, sinon les pharisiens du sabaudisme (*sic*), toujours prêts à se voiler les yeux d'horreur, chaque fois qu'ils voient mûrir un fruit de leur absurde et coupable politique... Les semeurs de notre désordre matériel et moral ont été, principalement, les modérés, ceux qu'on appelle les monarchistes... La lettre de M. le professeur Calamandrei et les articles de la *Corrispondenza Verde*, lors même qu'ils n'aboutiraient à aucune alliance formelle entre les catholiques et les républicains, sont d'une grande efficacité pratique ; ils préconisent un accord tacite, une harmonie réciproque entre deux partis qui passaient jusqu'ici pour des ennemis nés et irréconciliables, et cette harmonie ne résulte d'aucunes négociations, mais du mouvement spontané des esprits. »

On était alors au milieu d'avril 1896 : les conversations échangées avaient traduit, avec une loyale netteté, l'état d'esprit de quelques publicistes ; elles ne signifiaient rien de plus. Mais les mois qui suivirent en ont singulièrement grandi la portée. D'abord le congrès catholique de Milan, réuni dans la seconde quinzaine d'avril, vota la résolution suivante : « Les catholiques doivent prendre un soin jaloux de garder nette et intacte la position du parti, sans négliger l'étude de ces

accords éventuels avec d'autres partis, dont on pourrait atteindre, en des occasions déterminées, un bon fruit pour l'action catholique. » Pour qui connaît l'esprit des congrès catholiques italiens, ces alliés éventuels auxquels a souri l'assemblée de Milan ne sont point tant les modérés, qui nient la question sociale, que les démocrates, qui la soulèvent.

Et puis la *Civiltà cattolica* a parlé. Or, lorsque l'organe des jésuites italiens consacre des articles aux questions italiennes, ces articles reflètent, en général, de très hautes inspirations. Parmi la variété de *combinazioni* (1) qui s'agitent autour du Vatican, la *Civiltà* dédaigne de se commettre : elle ne caresse que les solutions qu'elle croit mûres, elle n'accepte que les terrains qu'elle entrevoit propices ; et dans son appréciation des choses d'Italie, elle n'apporte d'autres pensées que celles du Saint-Siège et point d'arrière-pensées. « L'invitation faite aux catholiques d'entrer dans l'édifice du sabaudisme pour aider les libéraux à le maintenir debout est, tout ensemble, oiseuse et ridicule. » C'est dans le fascicule du 2 mai 1896, au moment même où mourait le cardinal Galimberti, que la *Civiltà* assénait aux « conciliateurs » cette brutale vérité et signifiait ce congé aux dernières illusions du monde blanc. Quinze jours après, elle se retournait vers les démocrates, et l'on y pouvait lire :

(1) Sur ces *combinazioni* qui tendraient à faire accepter le *statu quo* par le Vatican et à cimenter une *conciliazione* entre les deux pouvoirs qui vivent à Rome, voir Goyau, *Lendemain d'unité : Rome, Royaume de Naples*.

« Le phénomène d'un sérieux et loyal traité d'accord entre radicaux et catholiques serait apparu, il y a quelques années, comme très extravagant ; il se présente, maintenant, comme la chose la plus naturelle du monde, pour tous ceux qui sont convaincus, avec nous, que dans les conditions où l'oligarchie régnante a réduit l'Italie, les seuls hommes logiques et forts, les seuls qui aient conscience d'eux-mêmes et qui soient assurés de trouver des bases dans la conscience du peuple, sont les radicaux et les catholiques. La tendance à s'entendre pour une action commune se manifeste donc, entre catholiques et radicaux, d'une façon presque spontanée, certainement plus spontanée qu'entre modérés et catholiques : dans ce second cas, il ne peut y avoir que contrat d'opportunité ou accord de personnes ; ce qui est possible, dans le premier cas, c'est une *liaison d'idées sur un terrain commun*... Certes la *Corrispondenza Verde* a eu raison, lorsqu'elle a conclu, de ces tentatives d'alliance, qu'entre les deux camps ne subsistent plus les défiances et les préjugés qui, en d'autres temps, ont tenu séparées deux forces aussi précieuses. Vraisemblablement même, comme l'ajoutait la *Corrispondenza*, il se produira tôt ou tard, dans l'ordre économique et politique, un contact fécond entre ces deux éléments, catholicisme et radicalisme. » Ces lignes de la *Civiltà cattolica* définissent, d'une façon précise, l'état de la question. Nulle alliance n'est conclue ; mais ce qui est possible, c'est une marche parallèle ; elle sera presque

spontanée, au dire de la *Civiltà*; elle sera nécessaire, au dire de la *Corrispondenza Verde*: de la spontanéité à la nécessité, il n'y a qu'un pas; le fatal, en politique, est tout près d'être l'indispensable.

N'ayant aucun goût pour la besogne de prophète, nous n'essayerons point de découvrir si, de cette nouvelle politique, sortira tôt ou tard, pour la question romaine, la solution si impatiemment attendue et si faiblement entrevue; mais si c'est déjà commencer de résoudre une question que de la bien poser, nous devons constater, à l'honneur de M. Calamandrei et de ses amis radicaux, qu'ils la posent bien. La loi des garanties, que les modérés présentaient comme la charte perpétuelle des rapports entre l'Eglise et l'Etat, fut conçue, discutée, votée, sans le concours des catholiques et sans leur consultation. En demandant à l'*Unità cattolica* de « mettre les points sur les *i* », d'apporter un plan d'arrangement, M. Calamandrei prouve son sincère désir de trouver un *modus vivendi* agréable aux deux parties, c'est-à-dire une solution vraie, sérieuse, acceptée comme telle par tous les intéressés; et ce radical qui convie les catholiques à proposer une révision des faits donne par là même une leçon de correction aux vieux libéraux qui, mettant les catholiques en présence des faits acquis, les sommaient de s'incliner.

Rendant justice à cette probité radicale, l'*Unità cattolica* écrit: « Il ne nous reste qu'à faire des vœux, pour que le mot *conciliation*, qu'on méprise,

parce qu'il est menteur, lorsqu'on le rencontre sur les lèvres des « sabaudistes », réapparaisse sincère et véridique, sur la bannière de l'élite de la démocratie: nous le saluerons avec enthousiasme, convaincus que la conciliation, impossible entre le Pape et d'autres, sera un fait naturel, spontané, nécessaire, entre le Pape et le peuple italien, quand ces autres ne seront plus là pour l'empêcher. »

Et la *Rassegna Nazionale* du 1^{er} juin 1896, organé de ces catholiques qui rêvent de réconcilier le Vatican et le Quirinal, s'inquiète de cette évolution, dans un article dont le titre seul est tout à la fois un cri d'alarme et un symptôme: « L'action catholique serait-elle un mouvement républicain? »

A l'origine de ce contact entre catholiques et radicaux, au point de départ des combinaisons originales qui peuvent en résulter, on trouve l'encyclique sur la condition des ouvriers: elle est comme le pont-levis qu'abaisse l'Eglise vers la démocratie; et çà et là, sur ce pont-levis, M. Calamandrei et ses amis plantent leurs jalons. Elle a permis au parti radical de mieux connaître les catholiques, à ceux-ci de mieux connaître leurs propres devoirs; et c'est en y conformant leurs visées et leurs actes qu'ils ont rencontré certaines possibilités d'entente, qui peut-être, un jour ou l'autre, deviendront des réalités. En tous pays, sous la pression des problèmes sociaux, les partis se désagrègent, les groupements se modifient, les alliances se renversent, bref la politique se

transforme: compétition d'intérêts ou conflit de théories abstraites, voilà ce qu'elle était naguère; avec la question sociale, la vie elle-même y est rentrée. Les anciens cadres apparaissent vides, et les vieilles étiquettes, menteuses; les antipodes se rapprochent; la communauté de programme social improvise un lien vigoureux entre des groupes qui se méconnaissaient l'un l'autre; et la diversité de programmes sociaux dresse d'insurmontables barrières entre des groupes dont on espérait l'union. La preuve en est faite, en Italie.

Résumant le livre de l'abbé Froment sur le socialisme chrétien, M. Émile Zola met sous la plume de son héros la mention d'une « Italie immobilisée dans la tradition, sans initiative possible, réduite au silence et au respect, autour du Saint-Siège » (1). Aucun renseignement n'est plus inverse de la vérité. C'est sous le regard immédiat du Pontife que les catholiques italiens pensent, parlent, agissent; mais ni pour eux ni pour le Vatican la proximité n'est gênante; elle n'enlève rien à leur aisance et ne leur impose aucune prudence affectée; ils ont la liberté suprême de tenter d'audacieux essais, et de faire de leur pays un champ d'expériences pour une action tout ensemble catholique et démocratique. Entre fils de Léon XIII et fils de Mazzini, on s'observe, on s'entretient, on se tâte réciproquement; et par un frappant contre-coup, par une répercussion

(1) Emile Zola. *Rome*, p. 30.

prodigieuse, nul acte de Léon XIII, peut-être, n'aura plus fortement influé sur la vie nationale de l'Italie, que son encyclique *Rerum novarum*, essentiellement internationale. Le Pape n'y voulut point faire de politique; mais la question sociale, aujourd'hui, est-elle si loin d'absorber la politique tout entière? (1)

(1) Cf. CHARLES BENOIST, *Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} décembre 1896, p. 521; « Est-ce que partout les questions sociales ne sont pas en train de passer au premier plan, laissant loin derrière elles ce que l'on s'obstine à nommer les questions politiques? Est-ce qu'il y a d'autres questions politiques, au fond, que ces questions sociales? »